



## L'AFRIQUE FACE À LA COMPÉTITION DES SUPER-PUISSANCES QUI CHERCHENT À Y RÉPANDRE LEUR INFLUENCE

« L'Afrique devrait être une grande scène pour la coopération internationale, et non une arène pour la concurrence entre les grands pays »<sup>2</sup>.

« L'Amérique ne doit pas dicter le choix de l'Afrique. Personne d'autre ne devrait le faire. Le droit de faire ces choix appartient aux seuls Africains. Mais nous travaillerons sans relâche pour élargir leurs choix »<sup>3</sup>.

« Et que personne ne nous dise : « Non, ne travaillez pas avec untel ou untel, travaillez avec nous ! Nous voulons travailler et commercer avec tout le monde »<sup>4</sup>.

---

**Résumé :** Le présent article analyse l'état et les perspectives du développement de l'Afrique dans le contexte de la compétition entre superpuissances pour y répandre leur influence. Il montre l'état de sous-développement du continent dans les domaines économique et politique. Il décrit les stratégies des trois superpuissances mondiales en Afrique et ce que les pays africains pourraient faire pour tenir dans cette compétition qui tend à pousser les pays africains à choisir un camp.

---

1. L'auteur, professeur à la retraite, possède un Ph.D en économie et un Master en Littérature francophone de Purdue University (États-Unis). Il a enseigné plus de 40 années d'abord à l'Université d'Alger, deux années à Purdue University (États-Unis), deux années à Cape Coast University (Ghana), une année à Legon University (Ghana), 10 années à l'INSIM (Institut International de Management, Algérie). Il a aussi été chercheur au CREAD (Centre de Recherches en Économie Appliquée au Développement, Algérie) et à l'INESG (Institut National de Stratégie Globale, Algérie). Il a publié quatre ouvrages ainsi que plusieurs dizaines d'articles sur les questions économiques algériennes et internationales.

2. "Africa should be a big stage for international cooperation, not an arena for major countries' competition", Quin Gang, ministre des Affaires étrangères chinois, Dawit Endeshaw, "Africa should not be an arena for international competition", *Reuters News*, 11 janvier 2023.

3. "America should not dictate Africa's choice. Neither should anyone else. The right to make those choices belongs to Africans alone. But we will work relentlessly to expand their choices", Anthony Blinken, Secrétaire d'État américain, Sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État, 2022.

4. "And let no one tell us: 'no, don't work with so-and-so, just work with us ! We want to work and trade with everyone", Macky Sall, Président du Senegal et president de l'Union africaine.

**Mots clefs :** Autonomie africaine, Chine, Compétition, États-Unis, Développement, Ingérence, Relation non-exclusive, Russie.

**Abstract:** *This article analyzes the state and prospects of Africa's development in the context of the competition between superpowers to spread their influence. It shows the state of underdevelopment of the continent in the economic and political fields. It describes the strategies of the three world superpowers in Africa and what African countries could do to hold their own in this competition that tends to push African countries to choose one side over another.*

**Keywords:** *African Autonomy, China, Competition, United States, Development, Interference, Non-exclusive relationship, Russia.*

---

LE MONDE AUJOURD'HUI S'EST ÉLOIGNÉ DE L'ÈRE DE LA GUERRE FROIDE bi-polaire – entre l'ancienne Union Soviétique et les États-Unis – pour s'engager dans une guerre multi-polaire entre quelques grandes et moins grandes puissances qui tentent d'établir leur influence sur diverses régions du monde, en particulier sur le continent africain. Cette nouvelle Guerre Froide est menée principalement par trois puissances globales – les États-Unis, la Chine et la Russie – mais aussi par les anciens pays colonisateurs de l'Afrique – la France et la Grande Bretagne notamment – et quelques autres pays émergents comme l'Inde, la Turquie, et les pays du Golfe Arabe. L'objectif de ces puissances est de convaincre le monde en développement, et l'Afrique en particulier, que leur « partenariat » est le mieux adapté aux besoins du continent. Dans le présent article, nous nous focaliserons, du côté de la demande, sur le continent africain comme une sphère particulière d'influence des grandes puissances, et, du côté de l'offre, sur les trois grandes superpuissances qui dominent le monde aujourd'hui et qui veulent implanter leur influence sur le continent africain : les États-Unis, la Chine et la Russie. Concernant le continent africain, nous rappellerons que l'Afrique est un continent de contrastes où on peut voir, d'un côté, une croissance économique rapide dans quelques pays africains, et, de l'autre, la pauvreté – dans certains cas, extrême – dans plusieurs autres pays. Nous examinerons ensuite la nature et les caractéristiques des stratégies des trois grandes superpuissances dans leur engagement passé, présent et futur dans le développement du continent africain. Nous poserons ensuite la question de savoir ce que les pays africains eux-mêmes peuvent et doivent faire face à cette lutte d'influence qui plane sur leur pays et sur le continent dans l'ensemble pour décider avec laquelle ou lesquelles de ces puissances ils peuvent établir un partenariat qui serait bénéfique pour le continent et l'ériger en tant que partenaire majeur sur la scène globale dans le cadre du nouvel ordre économique mondial qui peine à s'établir. Pour ce faire, nous diviserons ce papier en trois parties : l'Afrique : première partie : Le « paradoxe

du plein » (où nous montrerons que l'Afrique est pauvre alors qu'elle devrait être riche); deuxième partie : les stratégies et l'engagement des grandes puissances en Afrique (où nous analyserons les luttes entre les superpuissances pour imposer leur « partenariat » au continent) ; et troisième partie : Que peut et doit faire l'Afrique face à la compétition des superpuissances ? (l'Afrique doit-elle choisir parmi les superpuissances ou travailler avec elles toutes sans préférence ?).

### **Afrique : le continent du « paradoxe du plein »**

L'Afrique souffre de ce que les économistes appellent le « paradoxe du plein », qui signifie que, alors que c'est le continent le plus riche du monde en termes de ressources naturelles (incluant presque tous les minerais et les produits alimentaires), elle demeure, en même temps, le continent le plus pauvre où une grande proportion de la population vit sous le seuil de pauvreté. L'Afrique a donc deux côtés : un côté lumineux et un côté sombre.

Le côté lumineux de l'Afrique peut être montré par le tableau#1 donnant les 12 pays (sur les 55 composant le continent) dont la croissance économique est la plus rapide :

<b>Rang</b>	<b>Pays</b>	<b>Taux de croissance du PNB (%)</b>
1	Niger	6,9
2	Sud Soudan	6,5
3	Rép. Dém. du Congo	6,4
4	Rwanda	6,4
5	Île Maurice	6,1
6	Guinée Équatoriale	6,1
7	Côte d'Ivoire	6,0
8	Bénin	5,9
9	Kenya	5,7
10	La Gambie	5,6
11	Togo	5,6
12	Ghana	5,2
13	Cap Vert	5,2

**Tableau#1 : Les 12 pays africains à fort taux de croissance (2022)**

Source : A. Ighemat, basé sur Charles Nixon Yeboah, Economy to Become 12<sup>th</sup> fastest growing in sub-Saharan Africa in 2022, Myjoyonline, May 5, 2022.

Nous pouvons voir, dans le tableau#1, que quelques pays africains sont en avance en termes de croissance économique. En outre, l'Afrique compte parmi ses membres plusieurs pays producteurs de pétrole ainsi que le montre le tableau#2 :

<b>Pays</b>	<b>Rang</b>
Nigéria	4 <sup>e</sup> exportateur mondial
Algérie	2 <sup>e</sup> producteur africain
Angola	3 <sup>e</sup> producteur africain
Libye	4 <sup>e</sup> producteur africain
Égypte	5 <sup>e</sup> producteur africain
Soudan	6 <sup>e</sup> producteur africain
Guinée Équatoriale	7 <sup>e</sup> producteur africain
République du Congo	8 <sup>e</sup> producteur africain
Gabon	9 <sup>e</sup> producteur africain
Afrique du Sud	10 <sup>e</sup> producteur africain

**Tableau#2 : Les pays africains producteurs de pétrole**

Source : A. Ighemat, basé sur Adedeji B. Badiru, *Global Manufacturing Technology Transfer: Africa-USA strategies, Adaptations, and Management*, CRC Press, 2019.

Le tableau#2 montre que, au moins potentiellement, l'Afrique pourrait être un continent auto-suffisant qui pourrait satisfaire ses besoins en énergie. Le problème est que les pays producteurs d'énergie exportent presque toute leur production vers les pays développés et moins développés consommateurs d'énergie, notamment vers l'Europe. Les deux tableaux précédents sont juste des exemples du potentiel énorme de l'Afrique qui pourrait faire du continent un des plus développés du monde. Malheureusement, l'Afrique a un côté sombre par le fait que ce potentiel n'est pas orienté et utilisé pour le développement du continent et que ce dernier est, en fait, un des continents les plus pauvres -sinon le plus pauvre- du monde.

Le tableau#3 montre le niveau et l'évolution de l'extrême pauvreté en Afrique pour la période 2018-2030. Le tableau#3 montre que l'extrême pauvreté a touché environ 35 % de la population africaine en 2020 et est prévue d'atteindre quelques 40 % en 2030. L'extrême pauvreté, d'après la Banque Mondiale, est définie par le fait de vivre avec moins de \$1,90 par jour. Ceci montre le challenge auquel l'Afrique fait face et auquel elle doit faire face dans le futur lorsque sa population sera plus importante. L'Afrique a besoin de faire face à ce challenge de façon sérieuse

en mobilisant ses énormes ressources naturelles et humaines, mais, en même temps, elle a besoin, dans une certaine mesure, de l'aide des pays développés, notamment des grandes puissances : les États-Unis, la Chine et la Russie. Quelles sont les stratégies et quel est l'engagement de ces puissances dans le développement du continent ? C'est l'objet de la discussion qui suit.

Années	% d'extrême pauvreté				Nombre d'Africains dans l'extrême pauvreté (millions)			
	Scenario de base	Scenario alternatif (1)	Meilleur scenario (2)	Pire scenario (3)	Scenario de base	Scenario alternatif (1)	Meilleur scenario (2)	Pire scenario (3)
2018	33,35	-	-	-	429,10	-	-	-
2019	32,51	32,66	31,37	34,02	428,69	430,75	413,65	448,59
2020	31,71	32,01	29,42	34,66	428,50	432,63	397,63	468,38
2025	27,95	29,16	20,44	37,87	425,11	443,50	310,80	575,98
2030	24,74	26,88	13,48	40,92	421,15	457,52	229,43	696,55

**Tableau#3 : Évolution de la pauvreté extrême en Afrique (2018-2030)**

Source : A. Ighemat, basé sur *African Economic Outlook 2020: Developing Africa's Workforce for the Future*, African Development Bank (2022).

## Les stratégies et l'engagement des grandes puissances en Afrique

L'Afrique a toujours été le théâtre de l'influence de plusieurs pays. Dans les années 1950 et 1960, les pays africains devaient d'abord se libérer du joug de leurs anciens colonisateurs (France, Grande Bretagne, Portugal, Italie, etc.) pour recouvrer leur souveraineté politique. Après leurs indépendances, les pays africains devaient mener une autre bataille : celle du développement économique. Bien que les pays africains aient toutes les ressources – naturelles et humaines – pour soutenir leur développement économique, ils avaient besoin des pays développés, notamment des trois grandes superpuissances actuelles : les États-Unis, la Chine et la Russie. Dans cette section, nous passerons en revue d'abord les stratégies et, en second lieu, à l'engagement de chacune des trois superpuissances dans le développement du continent.

## Les stratégies des superpuissances en Afrique

Nous verrons successivement les stratégies des trois superpuissances en Afrique : les États-Unis, la Chine et la Russie. Nous parlerons ensuite de l'engagement des trois puissances sur le terrain africain.

## **Stratégie des États-Unis en Afrique**

Bien que l'histoire de l'engagement des États-Unis en Afrique remonte à l'ère de la décolonisation du continent, deux évènements récents peuvent nous aider à avoir une idée de la stratégie américaine en Afrique. Un de ces évènements est le Sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État de 2014 et le second le Sommet de décembre dernier, tous deux tenus à Washington, DC (États-Unis).

Le premier Sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État a eu lieu du 4 au 6 août 2014 sous les auspices de l'ancien Président américain, Barak Obama. Dans son discours d'ouverture, Obama a commencé par rappeler les relations historiques entre les États-Unis et les pays africains, notamment par le biais de sa diaspora africaine-américaine : « Je me tiens aujourd'hui devant vous en tant que Président des États-Unis et en tant que fier Américain. Je me tiens aussi devant vous comme le fils d'un homme venant d'Afrique. Le sang de l'Afrique coule dans les veines de notre famille. Et ainsi, pour nous, les liens entre nos pays, notre continent, sont profondément personnels.<sup>5</sup> » À travers ces mots, Obama voulait, bien sûr, souligner le fait qu'il est le premier africain-américain à avoir été élu Président du plus puissant pays au monde, les États-Unis. Obama précisera aussi le type d'engagement qu'il voulait entreprendre en Afrique : « Les États-Unis sont déterminés à être un partenaire pour le succès de l'Afrique. Un bon partenaire, un partenaire égal, et un partenaire pour le long terme. Nous ne regardons pas l'Afrique simplement comme une source de ressources naturelles, nous reconnaissons l'Afrique pour sa plus grande ressource, qui est son peuple, ses talents et son potentiel.<sup>6</sup> » Le mot clef ici est « partenaire égal ». Obama pense en effet que « l'addiction à l'aide » qui a été inculquée à l'Afrique dans le passé, n'est plus adaptée aux nouvelles conditions dans lesquelles se trouve le continent et que les États-Unis ont besoin de construire des relations de partenariat avec les pays africains : « La relation de l'Amérique avec l'Afrique inclut non seulement l'aide mais aussi entrer dans un partenariat et penser aux voies et moyens d'accroître le commerce et de faire davantage de business ensemble... ce qui est le type de relations que l'Afrique recherche.<sup>7</sup> » La question est : cela est-il réalisable entre des partenaires inégaux tels que l'Afrique et les États-Unis ? À lire les propos d'Obama, on a l'impression que cela augure d'une ère nouvelle différente de l'ère colonialiste au cours de laquelle les ressources naturelles de l'Afrique étaient

---

5. Barak Obama, *discours d'ouverture au sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État*, 2014.

6. *Ibidem*

7. Gilbert B. Kaplan, au lancement du Processus Afrique lors du sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État, The Hill, 15 Août 2022.

spoliées et exploitées principalement au bénéfice des pays colonisateurs, laissant le continent dans un état « endémique » de sous-développement. La nouvelle ère que voudrait ouvrir Obama met plutôt l'accent sur le développement des ressources humaines qui sont potentiellement les plus importantes. Obama voulait aussi aider l'Afrique à devenir un partenaire dans le nouvel ordre mondial qui est en train de s'établir : « [...] Ce que nous croyons est unique au sujet de la contribution américaine est notre focus sur la capacité de construction et d'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale et l'ordre sécuritaire nouveau.<sup>8</sup> »

Passons maintenant au second Sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État tenu sous le patronage du Président Biden du 13 au 15 décembre 2022 à Washington. Comme nous l'avons fait pour le premier Sommet, nous verrons d'abord ce que les dirigeants des États-Unis et d'Afrique ont dit durant le Sommet. Durant son discours d'ouverture du Sommet, le Président Biden a réitéré ce que le Président Obama avait dit avant lui au sujet des relations spéciales existant entre les États-Unis et l'Afrique, allant plus loin qu'Obama dans l'histoire de ces relations pour parler de la période où les Africains avaient été ramenés aux États-Unis en tant qu'esclaves : « Notre peuple se situe au cœur de la profonde connexion qui, pour toujours, lie l'Afrique aux États-Unis. Nous nous rappelons bien des hommes, femmes et enfants volés qui étaient ramenés sur nos côtes, enchaînés et sujets à une cruauté inimaginable.<sup>9</sup> » Biden a aussi promis d'aider l'Afrique à mettre en œuvre son programme appelé « Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons » en mettant en place un partenariat partagé : « Les États-Unis soutiennent pleinement le plan que vous [l'Union Africaine] avez adopté dans le cadre de l'Agenda 2063 de construire une Afrique intégrée, prospère, et pacifique qui est dirigée par le peuple Africain et qui vise à réaliser un développement soutenable où l'Afrique sera un partenaire indispensable. » Ce partenariat était aussi souligné par la vice-Présidente américaine, Kamala Harris, qui déclarait, lors du Sommet : « Et, par-dessus tout, notre administration sera guidée non par ce que nous pouvons faire pour l'Afrique, mais par ce que nous pouvons faire avec l'Afrique.<sup>10</sup> » Pendant ce Sommet, les dirigeants américains avaient aussi souligné que, bien que les États-Unis ne fassent rien pour empêcher les pays Africains de traiter avec les autres puissances telles que la Chine et la Russie, le partenariat américain est plus avantageux pour le continent que celui de ces autres puissances. Ce point a été particulièrement mis en

8. Barak Obama, cité dans *Guide du sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État*, 4-6 Août 2014.

9. President Joe Biden cité dans Andrea Shalal, Daphne Psaedakis, Michael Martina, "Biden says U.S is 'all in' on Africa's future", *Reuters News*, 15 Décembre 2022.

10. Kamala Harris, *discours au sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État*, 2022.

exergue par Anthony Blinken, le Secrétaire américain des Affaires étrangères qui, dans son discours pendant le Sommet, déclarait : « Ainsi, je veux être clair : les États-Unis ne veulent pas limiter votre partenariat avec les autres pays. Nous voulons faire que votre partenariat soit plus solide [...] Nous ne voulons pas vous faire choisir ; nous voulons vous donner le choix.<sup>11</sup> » Parallèlement, Blinken a parlé aussi des « mauvaises » pratiques des autres superpuissances, notamment de la Chine, disant : « Très souvent, les accords internationaux de construction d'infrastructures en Afrique sont opaques, coercitifs ; ils endettent les pays en alourdissant davantage leurs dettes ; ils sont destructifs sur le plan environnemental, et ne bénéficient pas toujours aux peuples qui y vivent [en Afrique].<sup>12</sup> » En d'autres termes, Anthony Blinken semble dire aux Africains : si vous choisissez de traiter avec les autres puissances (Chine, Russie et autres), vous serez perdants, mais si vous choisissez les États-Unis, vous serez gagnants. Cette diplomatie dite du piège de la dette, inventé par le stratège indien Brahma Chellaney et rendue publique dans son article « *China's Debt Trap Diplomacy* »<sup>13</sup> et réitéré par Blinken, fut aussi souligné par Rex Tillerson, l'ancien Secrétaire d'État de Donald Trump, qui déclarait : « Les États-Unis poursuivent, développent une croissance soutenable qui solidifie les institutions, renforce l'État de Droit et construit une capacité qui permet aux Africains de se tenir debout sur leurs deux pieds. Ceci est en contraste avec l'approche Chinoise qui encourage la dépendance, utilise des contrats opaques, des prêts prédateurs et des deals corrompus qui accentuent l'endettement des nations et portent atteinte à leur souveraineté.<sup>14</sup> » Les États-Unis soulignent aussi une autre différence avec les autres puissances : les États-Unis visent à promouvoir une bonne gouvernance et la démocratie en Afrique, ainsi que cela est illustré par les mots de Biden lors du Sommet : « Nous travaillons avec l'Union Africaine pour renforcer la démocratie et les valeurs fondamentales qui unissent notre peuple, surtout les jeunes : la liberté, l'opportunité, la transparence et la bonne gouvernance.<sup>15</sup> » Au-delà de l'économie – les prêts, les investissements et l'aide – Biden a promis, durant le Sommet, de promouvoir la voix de l'Afrique sur la scène mondiale, tout d'abord, en proposant que l'Union Africaine soit membre du G20 et qu'elle devienne un membre permanent du Conseil de Sécurité.

11. Anthony Blinken, *discours au sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État*, 2022.

12. *Ibid.*

13. Brahma Chellaney, « *China's Debt Trap Diplomacy* », *Project Syndicate*, 23 Janvier 2017.

14. Rex Tillerson, cit. dans Kari Lindberg, Tripti Lahiri, "From Asia to Africa: China's 'Debt-Trap-Diplomacy' was under siege in 2018", *Quartz*, 28 Décembre 2018.

15. Joe Biden, *discours au sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État*, 2022, cit. dans Silia Thoms, *A Shift in the U.S perspectives on Africa*, DW, 16 Décembre 2022.



## Stratégie de la Chine en Afrique

La Chine a aussi son Sommet, appelé Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA), qui est organisé tous les trois ans depuis 2000. L'engagement de la Chine en Afrique a atteint sa vitesse de croisière en 2013 lorsque son fameux plan « L'initiative la ceinture et la route » (ICR - Routes de la Soie) – qui vise à construire une infrastructure dans les pays émergents, et qui inclut les routes, chemins de fer, installations de santé, aéroports, ports, stades, etc. – a été lancée. Cette initiative consiste à accorder des prêts aux pays Africains pour construire leur infrastructure et développer leur secteur minier réalisé généralement par les entreprises chinoises de construction et d'énergie, faisant ainsi de la Chine le plus grand prêteur et constructeur en Afrique. À travers cette Initiative, la Chine veut être présente sur la scène globale avec ses capacités économiques, diplomatiques, géopolitiques et sécuritaires. Ainsi qu'un expert de la Chine l'a souligné : « Les buts stratégiques de la Chine sont : (a) utiliser BRI pour réformer l'ordre politique et économique global et l'aligner sur ses propres intérêts, (b) répondre à ses besoins en sources d'énergie, élargir le champ d'intervention du PLA (Armée de Libération Chinoise) et accroître l'influence sur la politique et la gouvernance globales.<sup>16</sup> » Une des composantes importantes de l'ICR est la RSN (La route de la soie numérique) dont le but est d'intégrer les secteurs digitaux tels que les télécommunications, l'Internet des Choses (IC), et le *e-commerce* afin d'établir une connectivité régionale. C'est ainsi que la Chine est impliquée dans des investissements stratégiques dans le domaine de la 5G tel que l'IC, l'Intelligence artificielle (IA), Domination Globale, etc. Le développement de la 5G vise à ajouter de la valeur aux chaînes industrielles en étendant la présence de la Chine sur la scène globale et en contrôlant les flux d'informations qui permettent à la Chine de collecter d'importantes données. Une telle fusion de la 5G avec l'Internet établit un lien entre l'économie et la sécurité nationale. La Chine est aussi le plus grand fournisseur d'investissements directs à l'étranger (IDE). Elle est aussi impliquée dans les domaines militaires en Afrique tels que la construction de bases navales et aériennes. La Chine fait aussi la promotion de programmes tels que « *Made in China 2025* » qui est un programme misant sur les innovations et l'auto-suffisance. « *Made in China 2025* » inclut 10 secteurs, chacun comprenant des composantes civiles et militaires telles que : les véhicules à énergies nouvelles, la future génération des Technologies de l'Information (TIC), la biotechnologie, les nouveaux matériaux, l'espace aérien, l'ingénierie des océans, les paquebots, les chemins de fer, la robotique, l'équipement énergétique, et le

16. Carolyn Bartholomew, William Overholt, *The Geo-Economic Dimensions of Great Power Competition*, Institute for National Strategic Studies, National Defense University, 6 Mai 2020.

machinisme agricole. La Chine développe aussi un mélange de stratégies civiles et militaires visant à intégrer les ressources civiles et militaires à travers la recherche et développement, la mise en valeur des ressources humaines, la logistique, le commerce, les finances et les logiciens.

### ***La stratégie de la Russie en Afrique***

Comme la Chine, la Russie est aussi extensivement impliquée sur le continent africain. Comme dans le cas de la Chine, l'implication de la Russie en Afrique remonte à l'ère de la décolonisation africaine durant laquelle la Russie -alors URSS- avait aidé les pays africains dans leur lutte contre leurs anciens colonisateurs pour leur indépendance. Les relations entre la Russie et l'Afrique peuvent être divisées en trois périodes.

**La première période** (les années 1950 et 1960) était marquée par des relations entre la Russie et l'Afrique qui se focalisaient principalement sur l'aide aux mouvements de libération africains luttant contre leurs anciens colonisateurs. Durant cette période, l'URSS fournissait une formation militaire et des armes à ces mouvements, notamment OPASO (Organisation des peuples de l'Afrique du Sud-Ouest), ANC (Congrès national africain), MPLA (Mouvement pour la Libération de l'Angola), MLM (Mouvement de Libération du Mozambique), FLN (Front de Libération Nationale, Algérie) et plusieurs autres mouvements. L'URSS formait aussi les élites des pays africains pour les préparer à la période post-coloniale. Le but, au cours de cette période, était de concurrencer les États-Unis et de saper leur influence dans le contexte de ce qui était alors appelée la « Guerre Froide » entre les deux super-puissances. Au cours de cette période, quelques 37 traités avaient été signés entre l'URSS et les pays africains. Les Africains étaient aussi admis dans les écoles d'ingénieurs et militaires soviétiques, notamment dans la fameuse université de l'amitié entre les peuples Patrice Lumumba de Moscou. Ainsi, quelques 250 000 Africains avaient fait leurs études dans diverses écoles soviétiques.

**La seconde période** des relations Russie-Afrique couvre les années 1991-2014. Après la chute de l'URSS en 1991 et le Sommet Russie-Afrique de Sotchi tenu en 2019 à Moscou, la Russie avait abandonné son idéologie socialiste et son implication en Afrique pour se focaliser sur les réformes économiques et politiques intérieures. Ceci a eu pour résultat une réduction importante de l'implication de la Russie en Afrique pendant un moment.

**La troisième période**, commencé en 2014, se poursuivant jusqu'à ce jour et marquée par l'annexion de la Crimée par la Russie et les sanctions imposées contre

elle par les pays occidentaux, est témoin d'un nouveau développement des relations entre la Russie et l'Afrique, toujours concentrées cependant sur la formation militaire et la fourniture d'armements aux pays africains, mais aussi sur le développement et la coopération économique. Le retour de la Chine à la coopération économique avec l'Afrique était dicté par une série de raisons. Les sanctions imposées sur elle par les pays occidentaux, son exclusion du G8 suite à l'annexion de la Crimée, le déclin de l'influence américaine en Afrique au cours de ces dernières décennies (notamment durant l'ère Trump), et la compétition de la Chine, de l'Inde, de la Turquie et des pays du Golfe, ont poussé la Russie à s'engager plus profondément dans le développement économique de l'Afrique et à l'aider à atteindre les objectifs qu'elle a inscrit dans son Agenda 2063, mais aussi d'aider la Russie elle-même à résister aux sanctions imposées sur elles par l'Occident.

## L'engagement des superpuissances en Afrique

L'engagement des trois superpuissances en Afrique reflète, dans une certaine mesure, leurs stratégies dans le continent. Les trois puissances sont en concurrence pour établir leur influence économique, culturelle et politique sur le continent. Nous analyserons successivement dans cette section les engagements des trois superpuissances.

### *L'engagement des États-Unis en Afrique*

L'engagement des États-Unis en Afrique est principalement concentré dans la sphère économique et de l'aide. Pendant le sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État de décembre dernier, Biden a réitéré l'engagement des États-Unis en Afrique, disant : « Les États-Unis soutiennent pleinement le plan que vous [les membres de l'Union Africaine] avez élaboré dans votre « Agenda 2063 » visant à construire une Afrique intégrée, prospère, et pacifique qui est dirigée par le peuple Africain, focalisé sur le développement inclusif et soutenable et où l'Afrique est un partenaire global indispensable »<sup>17</sup>. Le Sommet a établi 8 objectifs pour les États-Unis au cours des trois prochaines années (2023-2025) en Afrique : (a) accroître l'engagement économique, (b) faire avancer la paix, la sécurité et la bonne gouvernance, (c) renforcer la démocratie, les droits humains et la société civile, (d) travailler en collaboration avec l'Afrique pour renforcer la sécurité sanitaire globale, (e) promouvoir la sécurité alimentaire, (f) prendre les actions nécessaires contre les crises climatiques, (g) amplifier les liens entre l'Afrique et sa Diaspora, et (h) promouvoir l'éducation

17. Joe Biden *discours au sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État*, décembre 2022,

et la priorité à la jeunesse. Cependant, lorsqu'on le compare à l'engagement de la Chine en Afrique, celui des États-Unis est beaucoup moins important comme le montre le tableau#4 :

Pays	Commerce	Investissements	Pays bénéficiaires	Secteurs-clefs
États-Unis	44,9 billion dollars*	\$ 30,31 billion dollars*	Afrique du Sud, Ghana, Nigéria, Île Maurice, Rép. Dém. du Congo	Mines
Chine	254 billion dollars*	\$ 50 billion dollars	Afrique du Sud, Rép. Dém. du Congo, Nigéria, Angola, Zambie, Éthiopie	Mines, construction, Fabrication, services digitaux

**Tableau#4 : L'engagement des États-Unis versus celui de la Chine en Afrique (2021)**

Source : A. Ighemat, basé sur "U.S-China Competition in Africa: The Strategic Ambiguity", *Scientific Research*, vol. 12 Octobre 2022; \*base sur Ambassador Katherine Tai to *Host African Growth and Opportunity Act*, 13 Décembre 2022.

Le tableau#4 montre que les États-Unis sont loin derrière la Chine quand il s'agit de l'engagement économique en Afrique. En général, le commerce des États-Unis avec l'Afrique représente moins de 2% du commerce total américain. Les États-Unis sont aussi loin derrière la Chine concernant les prêts accordés à l'Afrique, ainsi que l'indique le tableau#5 :

Prêteurs	Milliards de dollars
Banques	144
Banque Mondiale-ADI	83,6
Chine	79,0
FMI	68,6
Banque Africaine de Développement	31,6
Groupes de prêteurs	13,4
France	13,3
Royaume Uni	13
États-Unis	7,2

**Tableau#5 : Les principaux prêteurs de l'Afrique (2021)**

Source : A. Ighemat, basé sur World Bank, 2021 and Boston University For the China figure.

Il est clair, en regardant le tableau#5, que les États-Unis sont loin derrière les autres prêteurs de l'Afrique et particulièrement la France, deuxième pays prêteur en

tant que tel (les prêts américains sont 10 fois moins importants que ceux accordés par la Chine à l'Afrique).

### *L'engagement de la Chine en Afrique*

La Chine domine les deux autres puissances (États-Unis et Russie) en termes de son engagement dans le développement économique de l'Afrique. Comme nous l'avons vu, la Chine a surpassé les États-Unis en tant qu'acteur en Afrique. La Chine a atteint un niveau de \$254 milliards dans le commerce avec le continent en 2021, dépassant les États-Unis par un facteur de 4. Les exportations chinoises vers l'Afrique étaient de 148 Mds de dollars en 2021 et ses importations du continent étaient de 106 Mrds la même année<sup>18</sup>.

Les principaux partenaires commerciaux africains de la Chine sont donnés dans le tableau#6 :

Partenaires africains	Imports + exports (Mds de dollars)	% dans le commerce total de la Chine
Afrique du Sud	54	21
Nigéria	26	10
Angola	23	9
Egypte	19	8

**Tableau#6 : Principaux partenaires africains de la Chine (2021)**

Source : A. Ighemat, basé sur *China's top trading partners in 2021*

La Chine est impliquée aussi dans le développement des communications et des médias en Afrique. Aujourd'hui, les téléphones mobiles et les téléviseurs chinois ont atteint un degré significatif de pénétration sur les marchés mondiaux. Les entreprises chinoises de télécommunications, notamment Huawei Technologies et ZTE, ont établi plus de 40 réseaux de télécommunication de troisième génération dans plus de 30 pays africains<sup>19</sup>. La Chine est engagée aussi dans la construction de ports et d'aéroports en Afrique. Par exemple, la Chine a sponsorisé 46 projets portuaires en Afrique au cours de ces dernières années<sup>20</sup>. En outre, les investissements directs étrangers (IDE) sont beaucoup plus importants que ceux des États-Unis en

18. Iade Scarfe, Chensi Li, "What can the U.S-Africa Leaders' Summit learn from China?", *African Business*, 6 Décembre 2022.

19. Aubrey Hruby, "In Africa, China Is the News", *Foreign Policy.com*, August 13, 2019.

20. Ananya Bhattacharya, "The First U.S-Africa Leaders' Summit in eight years could and should redefine how the U.S views Africa", *Quartz*, 9 Décembre 2022.

Afrique. La Chine est aussi impliquée dans les domaines militaire et sécuritaire dans le continent. Par exemple, la Chine a établi sa première base militaire à Djibouti. Elle a aussi l'intention de construire des bases navales en Guinée Equatoriale et dans d'autres pays de la côte de l'Océan Atlantique africaine où les entreprises chinoises ont construit des installations portuaires<sup>21</sup>.

### ***L'engagement de la Russie en Afrique***

L'engagement de la Russie en Afrique est principalement dans le secteur militaire. Entre 2014 et 2018, la Russie a signé 19 accords militaires avec les pays africains, notamment dans les domaines du contre-terrorisme, de l'établissement de la paix, du piratage, de la formation militaire, de l'assistance technique et des ventes d'armes.

Le tableau#7 fait une comparaison de l'importance de la vente d'armes russes en Afrique avec celle des autres grandes puissances :

<b>Pays vendeurs</b>	<b>% des ventes totales d'armes de chaque superpuissance</b>
Russie	44
États-Unis	17
Chine	10
France	6

**Tableau#7 : Ventes d'armes à l'Afrique par les superpuissances (2017-2021)**

Source : A. Ighemat, basé sur SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute, 2022.

Le tableau#7 montre clairement que la Russie est le plus grand partenaire de l'Afrique en matière de ventes d'armes. La plus grande partie des ventes d'armes à l'Afrique est concentrée dans un petit nombre de pays africains comme le montre le tableau#8 :

<b>Pays acheteurs d'armes</b>	<b>% des ventes totales d'armes russes</b>
Algérie	58,64
Égypte	25,96
Ouganda	5,17

21. Carolyn Bartolomew, William Overholt, *The Geo-Economic Dimensions of Great Power Competition*, Institute for National Strategic Studies, National Defense University, 6 Mai 2020.

<b>Pays acheteurs d'armes</b>	<b>% des ventes totales d'armes russes</b>
Soudan	2,63
Angola	2,11

**Tableau#8 : Ventes d'armes aux pays africains (2018)**

Source : A. Ighemat, basé sur *Russia in Africa: Is Great Power Competition Returning to the Continent*, D.I.E German Development Institute, 2020.

Le tableau#8 montre que l'Algérie et l'Égypte représentent l'essentiel des ventes d'armes russes en Afrique (ensemble, l'Algérie et l'Égypte représentent quelques 85 % des ventes d'armes russes).

La Russie est aussi impliquée dans les questions d'intelligence et de sécurité. La Russie aide les pays africains dans leur lutte contre le terrorisme, notamment contre les groupes islamistes Boko Haram et Al Shabab et le crime organisé et fournit une formation, des conseils et des armes aux forces de sécurité des pays africains. Au cours du dernier trimestre de 2019, la Russie a signé des accords militaires et d'intelligence avec quelques 21 pays africains. Elle est actuellement en discussion pour l'établissement de bases militaires en République Centrafricaine, Égypte, Érythrée, Madagascar, Mozambique et Soudan. Selon plusieurs sources, la Russie utilise aussi ses groupes militaires et d'intelligence -notamment Wagner et Patriote- pour renforcer son engagement militaire dans les pays d'Afrique. La Russie est aussi impliquée dans la coopération économique. Par exemple, le commerce entre la Russie et l'Afrique a augmenté de 185 % entre 2005 et 2015<sup>22</sup>. Le gros de ce commerce, cependant, est surtout avec les pays de l'Afrique du Nord, particulièrement l'Algérie, l'Égypte et le Maroc. Plusieurs entreprises russes telles que Alrosa, Gazprom, Lukoil, Rostec et Rosatom, sont présentes en Afrique. Moscou a aussi aidé l'Égypte, via son entreprise Rosatom, à établir son usine nucléaire. La Russie aide aussi les pays africains à développer leurs mines de platine, d'or et de diamant. Par exemple, la Russie a aidé le Soudan dans l'exploration et l'exploitation d'or et de diamant. Ces deals impliquent ses entreprises, notamment Alrosa pour l'exploration du diamant en Angola et au Zimbabwe, Rosneft pour l'exploration de pétrole et du gaz au Nigéria et dans d'autres pays africains producteurs d'énergie<sup>23</sup>. La Russie a aussi effacé les dettes de certains pays africains. Au cours du Sommet de Sochi de 2019,

22. *Russia in Africa: Is Great Power Competition Returning to the Continent?* D.I.E German Institute, 2020.

23. Priyal Singh, "Russia-Africa relations in an age of renewed great power competition", *Institute of Security Studies, Africa Report*, 42, November 2022.

la Russie a indiqué qu'elle avait effacé quelques 20 Mds de dollars de dettes en Afrique<sup>24</sup>. En dépit de tous ces engagements, l'influence économique de la Russie demeure faible comparée à celle des autres grandes puissances intervenant dans le continent.

## **Que peut et doit faire l'Afrique face à cette lutte d'influence des grandes puissances ?**

Étant donnée la course effrénée des superpuissances pour contracter des accords avec les pays africains, que pourraient et devraient faire ces pays pour réaliser leurs objectifs sans être obligés de s'aligner sur l'une ou l'autre de ces puissances ? Le fait est que, après plusieurs décennies « d'aide extérieure » et de « programmes de développement » imposés par les superpuissances et acceptés par les pays africains sans mobiliser leurs propres ressources humaines et naturelles, les pays africains sont toujours les plus pauvres de la planète. Ceci confirme quelque peu le proverbe Africain « Lorsque les éléphants se querellent, c'est l'herbe qui souffre », c'est-à-dire, dans le cas qui nous est débattu ici, « lorsque les grandes puissances se bagarrent, ce sont les petits pays qui payent ». Les Portugais ont un proverbe équivalent : « Lorsque la mer se cogne contre les rochers, ce sont les clovisses qui souffrent ».

L'Afrique dispose de tout ce dont elle a besoin pour atteindre ses objectifs de développement tels qu'établis dans son « Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons ». Elle possède toutes sortes de ressources naturelles (y inclus les minerais et les produits agricoles) et les ressources humaines qui, si elles étaient utilisées conjointement, rationnellement et efficacement pour le bienfait des peuples africains, devraient faire du continent un des plus développés au monde capable de satisfaire les besoins d'une population sans cesse croissante.

La population africaine a évolué dramatiquement à travers les siècles ainsi que le montre le tableau#9 : l'Afrique a, à la fois, une opportunité – la taille et la jeunesse de sa population – et un défi auquel elle doit faire face : satisfaire les besoins de presque 1,5 milliard d'Africains représentant environ 18 % de la population mondiale en 2022 et quelques 25 % en 2050. Le type d'aide que l'Afrique a reçue dans le passé, qui a conduit certains analystes à dire que l'Afrique a une « addiction à l'aide », n'a pas mené au développement souhaité par le continent. L'Afrique a besoin de changer sa stratégie de développement actuelle qui consiste à compter sur l'aide étrangère. Cela ne signifie pas, cependant, que l'Afrique n'a pas besoin

---

24. *Ibid.*



d'aide du tout. La nouvelle stratégie que devrait adopter l'Afrique serait de compter d'abord sur ses propres ressources humaines et naturelles, et de solliciter de l'aide pour ce qu'elle ne peut pas faire elle-même. Pour avoir une idée de ce que l'Afrique peut et doit faire pour faire face aux défis qu'elle rencontre dans le contexte de la compétition des superpuissances, nous nous référerons tout d'abord aux vues de certaines personnalités africaines elles-mêmes. Nous verrons en second lieu comment les superpuissances voient le développement de l'Afrique. Nous terminerons par les vues de certains experts sur le développement de l'Afrique.

Années	Population
1870	90 millions
1950	230 millions
2022	1,4 milliard

**Tableau#9 : Évolution de la population africaine**

Source : A. Ighemat, basé sur Ananya Bhattacharya, "The First U.S.-Africa Leaders Summit in eight years could and should Redefine how the U.S views Africa", *Quartz*, 9 Décembre 2022.

## Les vues de certains dirigeants Africains sur le développement du continent

Pour avoir un échantillon des vues africaines sur le développement du continent, nous verrons celles que certains dirigeants ont exprimées lors du sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État de 2022. Commençons par Macky Sall, Président du Sénégal et Président de l'Union Africaine : « Les Africains aujourd'hui connaissent exactement quelles sont leurs priorités. Et Je suis heureux de voir que les Américains sont concernés par la souveraineté de l'Afrique... Les projets que nous mettons en œuvre avec nos partenaires ne souffriront d'aucune atteinte à notre souveraineté. » Selon le Président Sénégalais, la souveraineté est quelque chose qui n'est pas négociable dans des accords entre l'Afrique et les superpuissances. Évoquant la compétition entre les grandes puissances, Macky Sall a déclaré, prenant le cas de son pays : « Le Sénégal est ouvert à tous les partenaires et n'a pas d'exclusivité. Le pays doit être ouvert pour travailler avec tout le monde.<sup>25</sup> » S'adressant aux grandes puissances et à leur compétition en Afrique, Sall ajoutera : « Les partenaires gagneront beaucoup à écouter, à écouter profondément l'Afrique et les Africains.<sup>26</sup> » Se référant

25. Macky Sall, sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État, 2022.

26. Adva Saldinger, *African leaders question U.S position on China at investment event*, Devex.com, 19 Octobre 2020.

particulièrement au partenariat de l'Afrique avec la Chine, et soulignant à nouveau l'importance de la souveraineté au moment de choisir des partenaires, le Président Sénégalais a dit : « Nous ne voulons pas que nos amis voient l'intervention de la Chine comme une menace au partenariat que nous avons avec eux. » Parlant du droit des Africains de choisir leurs partenaires, Sall a déclaré : « Que personne ne nous dise, ne travaillez pas avec celui-ci ou celui-là – travaillez uniquement avec nous ! Nous voulons travailler et commercer avec tout le monde.<sup>27</sup> » Parlant du rôle que l'Afrique – représentée par l'Union Africaine – devrait jouer sur la scène mondiale, Sall a dit que, ajouter l'Union Africaine comme membre du G20 « serait représenter les vues de 54 membres additionnels, le gros des pays à faibles revenus, et environ 80 % de la population mondiale ». Il ajoutera : « Le G20 compromet son effectivité et son influence en omettant une telle fraction de l'humanité et de l'économie mondiale.<sup>28</sup> »

Paul Kagamé, à la tête du régime Rwandais a insisté sur le fait que les Africains devraient choisir leurs partenaires : « Je ne pense pas que nous devons être conseillés sur la question de choisir entre les États-Unis et la Chine [...] Nous avons besoin de les avoir tous les deux comme partenaires.<sup>29</sup> »

## **Les vues des superpuissances sur le développement en Afrique**

Nous verrons successivement les vues des États-Unis, de la Chine et de la Russie concernant le développement en Afrique.

### ***Les vues des dirigeants américains***

Les Américains ont souligné, lors du récent sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État, que les Africains devraient avoir la possibilité de choisir leurs partenaires. Cette vue a été spécifiquement exprimée par Anthony Blinken, le Secrétaire d'État américain lors du Sommet : « L'Amérique ne dictera pas à l'Afrique ses choix. Personne d'autre ne devrait le faire. Le droit de faire ces choix appartient aux Africains, et aux Africains seulement. » Blinken a ajouté : « Mais nous travaillerons sans relâche pour élargir leurs choix. » Blinken ira encore plus loin en déclarant : « Nous ne voulons pas vous obliger à choisir ; nous voulons vous donner des

27. Macky Sall, *op. cit.*

28. Macky Sall cit. dans Charles A. Ray, *U.S-Africa Leaders' Summit: New Beginning or Old Wine in a New Bottle?* Foreign Policy Research Institute (FPRI), 22 Décembre 2022.

29. Paul Kagamé, sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État, 2022.

choix.<sup>30</sup> » La question que nous posons ici est : Pourquoi Blinken donne-t-il aux Africains des choix et ne les laisse-t-il pas faire eux-mêmes ces choix ?

### ***Les vues des dirigeants Chinois***

La vision des dirigeants Chinois concernant le droit des Africains de choisir leurs partenaires est exprimée par Quin Gang, ministre chinois des Affaires étrangères qui déclarait : « L'Afrique devrait être un grand partenaire dans la coopération internationale, non une arène pour la compétition des grandes puissances.<sup>31</sup> » Parlant à Beijing devant des journalistes juste avant le sommet États-Unis/Afrique, Quin Gang déclarait : « Washington devrait respecter la volonté des peuples africains et prendre des actions concrètes pour aider le développement de l'Afrique, au lieu de concentrer ses efforts à critiquer et attaquer les autres pays.<sup>32</sup> »

### ***Les vues des dirigeants Russes***

Les dirigeants Russes, au moins officiellement, ont aussi déclaré qu'ils sont en faveur du libre choix par les Africains de leur voie de développement économique et politique. Ils comparent souvent leur engagement en Afrique à celui des États-Unis, caractérisant l'engagement de ce dernier pays comme un nouvel impérialisme. Ils considèrent leur engagement en Afrique comme neutre mais plusieurs observateurs plutôt favorables aux États-Unis, pensent que ceci est loin d'être le cas et que la Russie cherche seulement ses intérêts, non ceux du continent africain. Ils arguent que la Russie, plus que les autres superpuissances, est impliquée dans les ventes d'armements et dans la formation militaire des Africains et qu'elle ne tient pas compte de la situation des droits humains et du modèle de gouvernance des pays africains. Selon plusieurs observateurs, l'engagement Russe est guidé par sa volonté d'élargir son influence politique sur le continent, notamment dans le contexte des sanctions occidentales et de la guerre en Ukraine.

### ***Les vues de certains experts***

En plus des vues des dirigeants Africains et celles des superpuissances luttant pour instaurer leur influence en Afrique, il est utile de connaître les vues de certains experts sur le développement de l'Afrique dans le contexte de cette compétition

30. Anthony Blinken, sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État, 2022.

31. Quin Gang cit. dans Dawit Endeshaw, "Africa should not be a arena for international competition", *Reuters News*, 11 Janvier 2023.

32. Quin Gang cit. dans Evelyn Hockstein, "China, Russia are 'destabilizing' Africa, warns United States", *RFI*, 14 Décembre 2022.

internationale. Il est impossible, bien sûr, de connaître l'avis de tous les experts, mais nous pouvons donner quelques exemples pour les besoins de l'illustration. L'un d'entre eux, Kandeh Yumkellah, économiste de Sierra Léone, et ancien Directeur de l'ONUDI, souligne la nécessité de respecter le choix par l'Afrique de ses partenaires : « L'Afrique a besoins de tous les partenaires. Nous devons être raisonnables et choisir ce qui fonctionne pour nous selon le temps et le contexte.<sup>33</sup> » Parlant de la compétition américaine en Afrique par comparaison à celle de la Chine et de la Russie, une autre experte, Carolyn Bartolomew indique qu'elle est en faveur d'une compétition plus coopérative entre les superpuissances : « La Chine veut être le numéro 1, mais elle n'est pas en train de nous détruire, et, à l'opposé de la Russie, elle n'essaie pas de remettre en cause les démocraties. Nous ne pouvons plus régner sur les mers... ; nous ne pouvons plus régner sur l'espace uniquement par à nous seuls ; nous ne pouvons plus fabriquer toutes les technologies de l'information et les règles digitales tout seuls. Aucune stratégie ne nous mènera vers un état de domination. La Chine n'est pas l'Union Soviétique. Le futur réside probablement dans une compétition permanente. Chaque fois que nous essayons de confiner la Chine à un rôle disproportionnellement petit, nous nous sommes faits du mal à nous-mêmes et nous avons accru le prestige de la Chine.<sup>34</sup> » Bartolomew souligne aussi le fait que le type de compétition que les États-Unis pratiquent en Afrique ne va pas dans le sens de leurs intérêts, mais plutôt contre leurs intérêts.

## Conclusion

L'Afrique doit se libérer de sa pauvreté « endémique » dont une partie résulte de l'exploitation de ses ressources naturelles et humaines durant le passé par des pays dont l'objectif était de devenir riche en spoliant les richesses du continent. Cependant, le marasme et l'impasse actuels de l'Afrique est principalement dû à la mauvaise gouvernance par les dirigeants du continent. Les peuples africains doivent se réveiller et élire des gouvernements qui soient capables de diriger l'Afrique sur la bonne direction, celle d'un développement authentique, soutenable et orienté vers le continent lui-même. Ainsi que Kah Walla, Président du Parti du Peuple Camerounais et la première femme dans l'histoire du pays à se présenter à l'élection présidentielle en 2011, a déclaré : « L'Afrique fait face au plus grand challenge de la gouvernance dans le monde. Nous avons besoin d'un gouvernement qui soit

---

33. Folashade Soule, "Africa can use great power rivalry to its benefit: here is how", *The Conversation*, 6 Janvier 2022.

34. Carolyn Bartolomew, William Overholt, *The Geo-Economic Dimensions of Great Power Competition*, Institute for National Strategic Studies, National Defense University, 6 Mai 2020.

fonctionnel, compétent et innovateur, mais ce qu'on a, à la place, est le gouvernement U.S et le système global international qui soutiennent [via l'aide financière] des gouvernements automatiques et dysfonctionnels. Nous ne pouvons pas continuer sur cette voie.<sup>35</sup> » En second lieu, l'Afrique a besoin de prendre en charge sa propre destinée et établir une stratégie de développement visant à la satisfaction des besoins d'une population croissante, en utilisant, d'abord et avant tout, ses propres ressources naturelles et humaines. En troisième lieu, l'Afrique doit apprendre à naviguer au sein de la compétition féroce des superpuissances cherchant à exploiter les ressources du continent, le laissant dans un état de quasi-stagnation et de pauvreté. L'expert en politique Indien Priyal Singh exprime cette vue très clairement dans les lignes suivantes : « Compte tenu de la situation actuelle, l'Afrique a besoin de définir une stratégie cohérente à l'égard des partenaires internationaux qui renforcerait la place des États Africains sur la scène mondiale, et réaliserait un développement conforme à son agenda. En faisant cela, les gouvernements africains pourront présenter une approche continentale alternative, unifiée qui contrecarrait les divisions géopolitiques actuelles des puissances occidentales et autres puissances régionales et sauvegarderait ses propres intérêts dans les années de turbulence qui viennent.<sup>36</sup> » Singh pense aussi que les superpuissances qui désirent travailler avec l'Afrique devraient réviser leurs stratégies d'engagement dans le continent : « En conséquence, les partenaires internationaux du continent devront réorienter leur politique stratégique, et leur façon de penser concernant le continent dans les années qui viennent. Cette stratégie devrait être basée non pas sur la question de savoir de quel côté penche l'Afrique ou celle de savoir si les pays africains soutiennent une certaine vue occidentale au lieu des vues des autres partenaires, mais plutôt sur la question de : qui est du côté de l'Afrique.<sup>37</sup> » Singh considère que l'ordre international actuel n'est pas adapté à un traitement de l'Afrique comme un partenaire égal : « D'un autre côté, les partenaires majeurs du continent africain ont besoin de mieux reconnaître que la position marginale persistante de l'Afrique au sein du système international n'est pas soutenable à moyen/long terme.<sup>38</sup> » En conséquence, l'Afrique a besoin de compter sur ses énormes capacités – ressources naturelles et humaines – et les partenaires internationaux devraient considérer les pays africains

35. Kah Walla cit. dans James Orr, *World in brief: Biden seeks to win over African leaders*, Chatham House, 2 Décembre 2022.

36. Priyal Singh, "Russia-Africa relations in an age of renewed great power competition", Institute for Security Studies, ISS), *Africa Report*, 42, 2020.

37. *Ibid.*

38. *Ibid.*

non pas comme « trous de souris » (« *shitholes* », Donald Trump), mais comme des partenaires égaux et s'engager dans un partenariat gagnant/gagnant avec l'Afrique. Pour cela, l'ordre politique et économique mondial actuel devrait être réformé en vue de donner plus de voix à l'Afrique sur la scène internationale, notamment en intégrant l'Union Africaine comme membre du G20 et en lui attribuant un siège au Conseil de Sécurité des Nations Unies comme membre permanent ainsi que le Président Biden l'a proposé lors du dernier sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État.

## Éléments bibliographiques

---

- Endeshaw, "Africa should not be an arena for international competition", *Reuters News*, 11 janvier 2023.
- Barak Obama, *discours d'ouverture au sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État*, 2014.
- Andrea Shalal, Daphne Psaledakis, Michael Martina, "Biden says U.S is 'all in' on Africa's future", *Reuters News*, 15 Décembre 2022.
- Brahma Chellaney, « *China's Debt Trap Diplomacy* », *Project Syndicate*, 23 Janvier 2017.
- Rex Tillerson, cit. dans Kari Lindberg, Tripti Lahiri, "From Asia to Africa: China's 'Debt-Trap-Diplomacy' was under siege in 2018", *Quartz*, 28 Décembre 2018.
- Joe Biden, *discours au sommet États-Unis/Afrique des chefs d'État*, 2022, cit. dans Silia Thoms, *A Shift in the U.S perspectives on Africa*, DW, 16 Décembre 2022.
- Carolyn Bartholomew, William Overholt, *The Geo-Economic Dimensions of Great Power Competition*, Institute for National Strategic Studies, National Defense University, 6 Mai 2020.
- Iade Scarfe, Chensi Li, "What can the U.S-Africa Leaders' Summit learn from China?", *African Business*, 6 Décembre 2022.
- Aubrey Hrubby, "In Africa, China Is the News", *Foreign Policy.com*, August 13, 2019.
- Ananya Bhattacharya, "The First U.S-Africa Leaders' Summit in eight years could and should redefine how the U.S views Africa", *Quartz*, 9 Décembre 2022.
- Carolyn Bartolomew, William Overholt, *The Geo-Economic Dimensions of Great Power Competition*, Institute for National Strategic Studies, National Defense University, 6 Mai 2020.
- *Russia in Africa: Is Great Power Competition Returning to the Continent?* D.I.E German Institute, 2020.
- Priyal Singh, "Russia-Africa relations in an age of renewed great power competition", *Institute of Security Studies, Africa Report*, 42, November 2022.
- Adva Saldinger, *African leaders question U.S position on China at investment event*, Devex.com, 19 Octobre 2020.

- Macky Sall cit. dans Charles A. Ray, *U.S.-Africa Leaders' Summit: New Beginning or Old Wine in a New Bottle?* Foreign Policy Research Institute (FPRI), 22 Décembre 2022.
- Dawit Endeshaw, "Africa should not be a arena for international competition", *Reuters News*, 11 Janvier 2023.
- Evelyn Hockstein, "China, Russia are 'destabilizing' Africa, warns United States", *RFI*, 14 Décembre 2022.
- Folashade Soule, "Africa can use great power rivalry to its benefit: here is how", *The Conversation*, 6 Janvier 2022.
- Carolyn Bartolomew, William Overholt, *The Geo-Economic Dimensions of Great Power Competition*, Institute for National Strategic Studies, National Defense University, 6 Mai 2020.
- Kah Walla cit. dans James Orr, *World in brief: Biden seeks to win over African leaders*, Chatham House, 2 Décembre 2022.
- Priyal Singh, "Russia-Africa relations in an age of renewed great power competition", Institute for Security Studies, ISS), *Africa Report*, 42, 2020.